

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-pontoise

Cergy-Pontoise, le 16 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROLOGIS LXXXIII EURL

3 avenue Hoche
75008 Paris

Références : UD95 – 2024 – 023
Code AIOT : 0006518916

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2024 dans l'établissement PROLOGIS LXXXIII EURL implanté 4 rue Jean Jaurès à Marly-la-Ville. L'inspection a été annoncée le 11/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROLOGIS LXXXIII EURL
- 4 rue Jean Jaurès 95670 Marly-la-Ville
- Code AIOT : 0006518916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Prologis exploite sur la commune de Marly un entrepôt multilocataires. Cet entrepôt est composé de 10 cellules :

- 5 cellules occupées par SMCP pour une activité de logistique de textile ;
- 3 cellules occupées par Exertis pour une activité de logistique de Hi-Fi ;
- une cellule occupée par Sympl pour une activité de logistique de textile ;
- une cellule occupée par LITT pour une activité de logistique de produits d'aménagement intérieur.

Les thèmes de visite retenus sont :

- Suites de la précédente inspection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification du site	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article 1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Conditions de stockage (non dangereux)	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 9.1.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Moyens de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.2.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Vérification électrique	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Accessibilité aux secours	Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.2.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	PDI	Arrêté Préfectoral du 15/04/2017, article 23	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Porte coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification du site
<p>Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>-----</p> <p>Constat de l'inspection du 16 mars 2022 : Par courrier du 20 mai 2021, la société Prologis a transmis un porter à connaissance relatif à la modification de l'entrepôt PROLOGIS LXXXIII situé sur la commune de Marly-La-Ville. Ce porter à connaissance est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté deux modifications complémentaires réalisées par rapport au porter à connaissance du 20 mai 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - création d'une mezzanine en cellule 5 pour le locataire SMCP - extension de la mezzanine en cellule 2 par le locataire SMCP

L'instruction du porter à connaissance fait l'objet d'un rapport à part.

Observation : Il convient que l'exploitant porte à la connaissance de l'inspection ces nouvelles modifications.

L'inspection rappelle que sur la cellule 2, avec l'extension de la mezzanine, sur une surface supérieure à 50 % de la surface de la cellule, une nouvelle étude d'ingénierie de la sécurité incendie doit être réalisée.

Pour rappel, l'entrepôt est soumis aux dispositions suivantes (article 7 de l'annexe II modifié par l'annexe V pour une installation autorisée avant le 1er juillet 2017) :

"La surface d'une mezzanine occupe au maximum 50 % de la surface du niveau inférieur de la cellule. [...]"

Pour les entrepôts textile, la surface peut être portée à 85 % sous réserve que l'exploitant démontre, par une étude, que cette mezzanine n'engendre pas de risque supplémentaire, et notamment qu'elle ne gêne pas le désenfumage en cas d'incendie."

Constats :

Par courrier du 23 novembre 2023, la société PROLOGIS a transmis un porter à connaissance présentant la modification de la cellule 5 (ajout d'une mezzanine). Ce porter à connaissance fait l'objet d'une analyse dans un rapport à part.

L'exploitant fournit notamment pour la nouvelle mezzanine de la cellule 5 une étude d'ingénierie de la sécurité incendie qui n'appelle pas de remarque. En inspection, il a été constaté que les deux recommandations émises par le bureau d'études sont mises en oeuvre (définir et aménager des allées de circulation permettant l'évacuation dans la zone de stockage en vrac sous la mezzanine - exclure la présence de stockage dans une zone de 6 m autour de l'escalier et de l'issue de secours en partie gauche de la mezzanine).

En revanche, l'exploitant n'a pas transmis de porter à connaissance concernant l'extension de la cellule 2, ni d'étude d'ingénierie de la sécurité incendie.

Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2016, l'exploitant n'a pas informé le préfet d'une modification de son entrepôt, l'extension de la mezzanine sur la cellule 2. Et contrairement à l'article 7 de l'annexe II modifié par l'annexe V de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas fait réaliser d'étude d'ingénierie de la sécurité incendie pour cette mezzanine de la cellule 2 occupant plus de 50 % de la surface de la cellule.

Observations :

L'inspection demande à l'exploitant d'ajouter sur les mezzanines des tracés au sol permettant de matérialiser le chemin vers les escaliers de secours, pour faciliter l'évacuation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : 1.4. Etat des matières stockées I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] ----- Constat de l'inspection du 16 mars 2022 : L'exploitant a indiqué que chaque locataire gère son état des stocks. Il a indiqué toutefois s'être assuré que les locataires disposent des moyens nécessaires pour mettre à disposition des services de secours les informations sur les stocks. Les locataires rencontrés lors de l'inspection ont indiqué qu'ils disposent de logiciel WMS (système de gestion d'entrepôt) : - SMCP a présenté son tableau indiquant son état des stocks. Le jour de l'inspection, l'exploitant disposait d'environ 5800 m3 de produits combustibles (majoritairement du textile). SMCP dispose des données dématérialisées. - Exertis dispose d'un classeur avec son état des stocks (au 1er mars, le stock est de 545 683 m3 de matériel Hi-Fi) qu'il met à jour tous les trimestres ou en cas de grosse évolution des stocks. L'exploitant a indiqué que le stock entrant et le stock sortant sont équivalents permettant de rester sur le même ordre de grandeur de stock. Exertis a indiqué être en capacité de mettre à disposition un état des stocks à jour en situation accidentelle. - Sympl a indiqué en inspection qu'il stocke environ 730 000 produits (textile). Le locataire a sorti l'information de son WMS en direct lors de l'inspection. Sympl dispose de la donnée en dématérialisée. Les informations sont disponibles par cellules pour ces locataires. Lors de la visite, l'inspection n'a pas pu rencontrer le locataire LITT, sa cellule étant fermée. L'exploitant avait alors indiqué à l'inspection que les données sur l'état des stocks de LITT seront transmises au plus tard le 9 mars 2022. Toutefois, suite à l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis les éléments sur l'état des stocks de LITT. Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 avril 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks pour la cellule LITT. L'exploitant devra transmettre l'état des stocks pour la cellule occupée par la société LITT conforme aux dispositions réglementaires.
Constats : Par courrier du 17 novembre 2023, la société Prologis a transmis un état des stocks de son entrepôt de Marly-La-Ville. Cet état des stocks indique par cellule la quantité de matières présente dans chaque cellule. Il précise pour chaque locataire le type de matière stockée. L'exploitant précise qu'il a mandaté la société APBConseil pour la réalisation d'un logiciel visant à centraliser les données relatives aux matières stockées. La collecte des données auprès des locataires est automatisée.

Lors de l'inspection, la cellule de la société Litt a été inspectée. Cette société a indiqué qu'un système de gestion d'entrepôt (WMS) a été mis en place mais doit encore être amélioré.

Pour la mise à disposition aux secours de l'état des stocks, l'exploitant ne dispose pas encore de solution en dehors de l'astreinte. L'exploitant a indiqué qu'il mettra en place un système de boîte à lettre rouge avec clés pompiers pour une mise à disposition rapide des documents. Actuellement c'est aux personnes d'astreinte de le fournir au secours à son arrivée.

Enfin, lors de l'inspection, le courrier co signé SDIS et DRIEAT du 8 janvier 2024 relatif aux attendus réglementaires en matière d'état des stocks a été présenté à l'exploitant. Il a indiqué qu'il va s'inspirer de ce courrier pour compléter son état des stocks.

Observations :

L'inspection demande à l'exploitant de la tenir informée de la mise en place de la solution pour mettre à disposition des services de secours l'état des stocks.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de stockage (non dangereux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 9.1.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Les produits relevant des rubriques 1510, 1530, 1532, 2662, 2663-1, 2663-2 sont stockés dans les conditions suivantes : Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante : 1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2°) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum; 3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ; 4°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe. Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettier, les dispositions des 1°), 2°) et 3°) ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. Dans ce cas, la hauteur de stockage est limitée à 11m (correspondant à 7 niveaux de racks). ----- Constat de l'inspection du 16 mars 2022 : Lors de la visite du site, l'inspection s'est rendue dans les cellules de l'entrepôt (à l'exception de la cellule de LITT) et a constaté que les stockages étaient rangés en îlots (certains sur racks, d'autres en vrac). L'inspection a constaté toutefois la présence d'un stockage important de cartons vides contre le mur de la cellule 2 sur la mezzanine, contraire aux dispositions de l'article 9.1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2016 imposant une distance de 1 mètre entre les stockages en vrac et les murs. Non conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 9.1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2016, des cartons vides en vrac sont stockés contre un mur. L'exploitant devra transmettre une photo du stockage montrant que celui-ci est réalisé conformément aux dispositions réglementaires. La disposition 4°) est applicable dans tous les cas. Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage. Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663 est interdit.
Constats : Par courrier du 17 novembre 2023, la société Prologis a présenté des photos montrant que les stockages ont été réorganisés pour ne pas être accolés au mur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'entrepôt est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 (bouches, poteaux, ...), publics ou privés. L'accès extérieur à chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie et ceux-ci sont répartis judicieusement. Ce réseau d'eau, public ou privé, permet de fournir en toutes circonstances le débit de 360 m³/h et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement de 1080 m³ au minimum. [....] ----- Constat de l'inspection du 16 mars 2022 : Sur ce point, l'inspection a vérifié le volume des cuves de réserve d'eau du site : <ul style="list-style-type: none">- la cuve de la réserve de sprinklage est de 650 m³- la cuve de la réserve d'eau destinée à l'alimentation en eau des moyens de secours fait 363 m³. Sur ce second point, l'exploitant a rappelé que la modification de la réserve d'eau incendie était présentée dans le porter à connaissance du 6 septembre 2018 qui a été accepté par courrier du 31 octobre 2019. Concernant le débit de 360 m ³ /h devant être atteint par les appareils d'incendie, l'exploitant a indiqué avoir réalisé une mesure multi-poteaux en 2020. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de contrôle. Suite à l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre ce rapport au plus tard le 9 mars 2022. L'exploitant n'a pas transmis ce rapport. Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions de l'article 8.2.6 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2016, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer l'atteinte du débit de 360 m ³ /h par le réseau d'eau d'extinction. L'exploitant devra présenter un rapport de contrôle multi-poteaux montrant l'atteinte du débit de 360 m ³ /h pour les eaux d'extinction.
Constats : Par courrier du 17 novembre 2023, la société Prologis a présenté un contrôle des poteaux incendie du site réalisé par la société SDER. Les contrôles unitaires des poteaux ont été réalisés le 12 janvier 2023. Les actions correctives aux remarques du prestataire ont été réalisées le 26/09/2023, photos à l'appui. Un contrôle multi-poteaux a été réalisé le 2 mai 2023. 5 poteaux ont été ouverts simultanément et la société SDER a mesuré un débit simultané de 427 m ³ /h (supérieur aux 360 m ³ /h requis).
Observations : Lors de l'inspection, le SDIS a émis des interrogations sur la capacité du réseau à pouvoir fournir 360 m ³ /h pendant 2 heures. Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de s'assurer auprès du concessionnaire du réseau d'eau qu'il est bien en mesure de fournir le débit de 360 m ³ /h pendant deux heures (que les capacités du château d'eau sont suffisantes pour cela).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérification électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification électrique
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. ----- Constat de l'inspection du 16 mars 2022 : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le contrôle du TGBT, installation commune sur le site. Ce contrôle est daté du 10 juillet 2021. Les parties privatives sont contrôlées les locataires : <ul style="list-style-type: none">- sur SMCP, l'exploitant a présenté une vérification initiale du 20 juillet 2020 faisant état de 53 observations. Une levée de réserve a été réalisée en partie le 9 mars 2021. SMCP a indiqué que des mesures correctives complémentaires ont été réalisées pour lever ces dernières réserves. SMCP a indiqué que des analyses de devis sont en cours pour une vérification complète de leurs locaux. Contrairement à l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2016, les cellules de SMCP n'ont pas été contrôlées complètement sur l'année 2021.- sur la cellule de LITT, l'exploitant a indiqué que le locataire occupe cette cellule depuis fin 2021, les contrôles électriques n'ont pas encore été réalisés.- sur la cellule de Sympl, l'exploitant a indiqué que le locataire occupe cette cellule depuis fin 2021, un contrôle de cette cellule a été réalisé pour le compte de EXERTIS, cette société ayant en 2021 occupé la cellule de Sympl.- sur les cellules de Exertis, le locataire a présenté le contrôle électrique réalisé en 2021 par le bureau d'études SOCOTEC (daté du 15/06/2021 et faisant état de 3 observations prises en charge selon le locataire). Le Q18 présent conclut sur l'absence de risque incendie. Non-conformité n°4 : Contrairement aux dispositions de l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2016, les cellules occupées par SMCP n'ont pas fait l'objet d'un contrôle complet des installations électriques sur 2021. L'exploitant devra présenter le bon de commande pour la réalisation de ce contrôle.
Constats : Par courrier du 17 novembre 2023, la société Prologis a transmis le rapport de contrôle électrique des cellules occupées par la société SMCP. Ce contrôle a été réalisé le 2 juin 2023 par le bureau d'études Qualiconsult. Ce rapport fait état de 20 non-conformités. Toutefois, Qualiconsult conclut dans le Q18 que l'installation ne peut pas entraîner de risques incendie et d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accessibilité aux secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2016, article 8.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité aux secours
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services publics d'incendie et de secours, sauf en cas d'impossibilité justifiée, en particulier sur la base des conditions de vent et de la potentielle exposition aux fumées d'incendie du personnel d'intervention et sous réserve de l'accord préalable des services publics d'incendie et de secours. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services publics d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. [...] L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux. ----- Constat de l'inspection du 16 mars 2022 : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'alarme du sprinklage est reportée à la société CI2T qui est en charge de contacter les locataires si l'alarme se déclenche en heure ouvrée (vu mail de CI2T). L'exploitant a indiqué que la société SECURITAS est en charge en période de fermeture d'assurer la levée de doute. L'exploitant a présenté les procédures présentes dans le plan de défense incendie sur l'alerte. L'exploitant a indiqué que la personne en charge du levée de doute est en charge de l'ouverture des portails du site (portail à code). Elle ne dispose pas en revanche des moyens pour donner les accès à tous les lieux de l'entrepôt. Non-conformité n°5 : Contrairement aux dispositions de 8.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2016 (et point 3.5 de l'arrêté ministériel), l'exploitant n'a pas mis en place de système permettant aux moyens de secours de disposer d'un accès à tous les lieux de l'entrepôt dès leur arrivée. L'exploitant doit mettre en place ce dispositif.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il dispose sur le site d'un portail débrayable avec une clé polycoise. L'exploitant dispose d'une télésurveillance qui appelle une astreinte en charge du levé de doute. Par ailleurs, l'exploitant dispose d'agents en astreinte et enfin pour chaque locataire, des personnes d'astreinte sont désignées. Ces personnes pourront alors ouvrir chaque cellule aux secours. Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2017, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...]</p> <p>-----</p> <p>Article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.</p> <p>-----</p> <p>Constat de l'inspection du 16 mars 2022 : L'exploitant a indiqué qu'il dispose d'un plan de défense incendie (PDI) pour son site (prenant en compte SMCP et Exertis mais pas Sympl et Litt). L'exploitant a indiqué qu'aucun exercice n'a été réalisé. Un exercice était initialement prévu en janvier 2022 mais à du être repoussé pour cause de covid.</p> <p>Non-conformité n°6 : Contrairement aux dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 avril 2017, l'exploitant n'a pas fait réaliser d'exercice PDI dans les délais imposés. L'exploitant doit faire réaliser un exercice PDI.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 17 novembre 2023, la société Prologis a présenté un compte rendu d'exercice réalisé par DESAUTEL. Le scénario était un départ de feu dans un local de charge d'un locataire.</p> <p>Le bureau d'études note en point fort :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la prise en compte rapide et efficace de la situation dangereuse - l'évacuation guidée au point de rassemblement et le comptage rapide. <p>En point faible, le bureau d'études indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'alerte par le personnel aux pompiers n'a pas été claire ; - certains managers ne sont pas sensibilisés sur les moyens de coupures d'urgence ; - l'organisation des responsables et la répartition des fonctions nécessitent d'être revues. <p>L'exploitant a indiqué la nécessité de réaliser fréquemment ce type d'exercice pour entraîner les locataires. Un nouvel exercice est prévu en 2024.</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Porte coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Porte coupe-feu
Prescription contrôlée : [...] Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie [...]
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté une porte coupe-feu avec un ferme porte défectueux. Lors de l'inspection, le locataire a indiqué que le responsable de l'entrepôt fait sa ronde avant la fermeture et ferme au passage cette porte. Cette procédure n'appelle pas de remarque.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de faire réparer ce ferme porte au plus vite. En situation accidentelle, il n'est pas évident que la fermeture de cette porte ne soit pas oubliée.
Type de suites proposées : Sans suite